

OBSERVATIONS SOMMAIRES,

Sur ce qui s'est passé en execution de l'Arrest du Conseil du 8. Novembre 1662. portant que les Religieux Iacobins Reformez de la rue Saint Honoré seront réintegrez en la possession du Mont-valerien.



PERSONNE ne peut douter que la possession du Mont-valerien prise par les Religieux Iacobins Reformez de la rue S. Honoré ne soit legitime, & canonique, estant faite en vertu des Prouisions de Monsieur le Cardinal de Retz Archeuesque de Paris collateur ordinaire, de la Permission du Roy, par deux Notaires Apostoliques, & les Officiers de la Iustice de Ruel, suiuite d'un Inuentaie fait volontairement avec les sieurs de la Fonds & Baillu, qui ont mis les meubles & ornements du Mont-valerien entre les mains desdits Religieux. La preuue de ces faits est constante par la Lettre de cachet de sa Majesté, par le Procés verbal de la prise de possession, le Procés verbal des Officiers de Ruel, & par ledit Inuentaie, qui sont signez desdits sieurs de la Fonds & Baillu leurs parties, qui ont formé opposition, pendant la decision de laquelle l'on a jugé que les Religieux Iacobins deuoient demeurer au Mont-valerien par l'Arrest du 4. Avril dernier, qui a fait deffenses de rien attenter au prejudice de ce dont la Cour estoit saisie.

Au contraire la depossession des Religieux Iacobins du Mont-valerien faite par le sieur de la Fonds le septième Novembre mil six cens soixante-deux, est vne action de violence sans tiltre & sans autorité du Magistrat, vne entreprise contre la Iustice, vn attentat contre l'autorité du Parlement, laquelle neantmoins a trouué de la protection par les clameurs des sieurs de la Fonds & Baillu & de leurs emissaires, comme s'ils s'estoient remis par vne voye legitime en la possession de leur propre bien: comme s'ils auoient achepté les terres & donné le fonds où est bastie l'Eglise du Mont-valerien, contribué à la dépense des ba-

stimens & fait des augmentations & reparations considerables. C'est ce qui est formellement dénié, dont ils ne sçauroient rapporter aucune preuve : au contraire l'on justifiera que les terres sur lesquelles on a basti l'Eglise & les Stations du Mont-valerien ont esté acquises par deffunt M. Iean Germain, dont les principales ont esté prises par ledit sieur Germain à cens & rente pour luy, ses hoirs & ayans cause ; & les autres des liberalitez de M^r le Cardinal de Richelieu, & des aumônes des personnes de qualité, qui ont aduancé cét establissement, sans que jamais ledit sieur de la Fonds & Baillu y ayent rien contribué.

Après auoir effacé ces fausses couleurs dont l'on s'est seruy pour jetter en enuie la conduite des Religieux Iacobins, il ne reste qu'à examiner si l'irruption faite au Mont-valerien le 7. Nouembre dernier par le sieur de la Fonds & autres Prestres & payfans de Nanterre, est vne Réintegrande autorisée par la Iustice, ou vne violence publique avec port d'armes, & accompagnée des circonstances, que la Iustice a interest de reprimer avec toute la seuerité qui peut vanger le mespris fait à l'autorité de ses jugemens.

Si les Religieux Iacobins depossédez du Mont-valerien, battus & excedez à coups de bastons, jettez par dessus les murailles & traitez avec toutes les indignitez dont le sieur Abbé de Bougy, né & eleué dans la Religion pretenduë reformée, s'est pû aduiser pour exposer vn Ordre Religieux au mépris & à la derision, fussent rentrez dans le Mont-valerien par la mesme force que l'on les en auoit chassés ; s'ils auoient sonné le toxin & excité les Communes pour en chasser les sieurs de la Fonds & Baillu & les Hermites, dont les mœurs & la conduite ont peu de conformité à leur estat & à leur habit, tout le monde se seroit souleué contre cette action, l'on auroit imploré le secours des loix pour reprimer cette violence ; & cependant cette mesme action faite par leurs parties, a trouué des deffenseurs, & des personnes d'autorité qui leur ont donné protection sous pretexte d'une pretenduë information faite par vn Iuge de village notoirement incompetant de connoistre de la suite d'une affaire pendante au Parlement, en laquelle vn Commissaire de la grand Chambre auoit esté commis pour informer.

Il est difficile de se persuader que dans vn Tribunal où la Iustice se rend avec tant de circonspection & de sincerité, l'on puisse

mettre en balance la procedure faite par le Lieutenant Criminel dans l'exécution d'un Arrest du Conseil, qui ordonne vne Réintegrande, avec celle qui a esté faite par le Lieutenant de Nanterre, Juge suspect & intéressé à cause de sa Jurisdiction, accusé & prevenu de violence, & laquelle ne peut passer que pour vne diffamation publique contre vne Maison Religieuse, dont l'on connoist la vie exemplaire, la retenue & la moderation.

Principalement si l'on considere, que par le Procès verbal du Lieutenant Criminel du 9. Nouembre dernier, il est justifié que les fenestres & les portes du Mont-valerien auoient esté bouchées & murées par le sieur de la Fonds dès la nuit du 7. Nouembre apres l'expulsion desdits Religieux.

Que le sieur de la Fonds a refusé d'ouir les portes & d'entendre la lecture de l'Arrest du Conseil du 8. Nouembre, duquel il a parlé avec mépris.

Qu'il a fait sonner le toxin sur les Officiers du Roy tant à l'Eglise qu'aux Hermitages, jetter quantité de pierres & tiré plusieurs coups d'armes à feu.

Qu'il s'est barricadé dans la Maison du Mont-valerien avec dix ou douze Prestres ramassez de diuerses parroisses de Paris & de quarante ou cinquante habitans de Nanterre.

Que toutes les chambres & fenestres estoient garnies de pierres, mesmes la tribune de l'Eglise, qu'il y en auoit d'attachées à de longues cordes, & des crocs de fer pareillement pour les jetter par les fenestres & les retirer en mesme temps.

Que l'on a trouué du feu dans la cour de la maison du Mont-valerien avec des seaux de vin à l'entour, & que l'on y auoit fait vn corps de garde.

Que les Religieux Iacobins ne sont entrez dans la maison qu'apres que le Lieutenant Criminel a fait rompre les portes, & que toutes choses ont esté calmes, & partant ne peuuent estre accusez de ce qui s'est passé dans l'enclos du Mont-valerien, & ainsi sont exempts du soupçon d'auoir contribué à la blessure du sieur de la Fonds & au meurtre de Iacques Rosty, qui a esté tué dans le jardin de Frere Iean Hermite, où les paysans de Nanterre tenoient fort contre les Archers, & auquel les Iacobins ne sont point entrez: qui est neantmoins le pretexte que l'on a pris de les comprendre dans vn decret de prise de corps injurieux à vn Ordre Religieux, & dans vne condamnation injuste des proui-

sions, dont s'il y auoit quelqu'un responsable, l'on ne pourroit s'en prendre qu'aux Officiers du Chastelet.

Ces faicts establis dans la verité du Procès verbal du Lieutenant Criminel, sont encore verifiez par la deposition des témoins ouys dans l'information qu'il a faite au village de Surefne le mesme iour 9. Nouembre, qui justifie la desobeissance & coutumace dudit sieur de la Fonds, qui a refusé d'ouurir les portes le 8. dudit mois pour luy faire la signification de l'Arrest du 4. Avril dernier, au prejudice duquel il auoit chassé les Iacobins reformez du Mont-valerien.

Qui iustifie que le petit Frere Iean auroit esté querir des Maisons pour murer les portes & les fenestres, leur dissimulant le travail que l'on vouloit faire faire au Mont-valerien, qui furent introduits par la maison des Hermites par le grand Frere Iean.

Que le toxin fut sonné tant à l'Eglise qu'aux Hermitages le 8. lors que l'on voulut signifier l'Arrest du 4. d'Avril, & le 9.

Qu'il y auoit 40. ou 50. habitans de Nanterre avec le Iuge & Greffier & le nommé Noel Cartery, qui estoient dans le Mont-valerien le Mercredy 8. Nouembre, & presens lors que l'on jetta les Religieux Iacobins par dessus les murailles.

Les menaces, excès & mauuais traitemens faits aux Religieux sont justifiez par la deposition de plusieurs tesmoins, qui sont foy qu'un nommé Hebrét Prestre Seculier donna un coup de baston sur la jambe d'un Religieux dont il a esté grieuement blessé, & que le nommé Cartery prist un Iacobin par son habit qu'il houspilla & le jetta par dessus la muraille.

Pour affoiblir cette preuue le Lieutenant de Nanterre chargé par les informations du Lieutenant Criminel, & en decret de prise de corps, a fait vne information pour sa descharge, sous pretexte d'une plainte imaginaire de Jacques Rosty dont la fausseté paroist.

1. En ce qu'il expose qu'il fut requis sur le midy par les Prestres & Hermites du Mont-valerien de leur porter du pain, & il est constant que ledit Rosty fut blessé dans le jardin de frere Iean Hermitte à l'heure mesme de midy.

2. En ce que l'exposé de la Requête porte qu'apres auoir fourny le pain & receu le prix d'iceluy, ledit defunt Rosty se feroit acheminé pour retourner à Nanterre, où il auroit rencōtré quelques particuliers: & neantmoins il demeure pour constant.

qu'il n'a point sorty du Mont-valerien , & qu'il a esté blessé dans le jardin des Hermites par vn Archer nommé le Roy dit Poiteuin , qui estoit monté sur la muraille , auquel ledit Rosty pour l'empescher d'entrer dans ledit jardin jetta deux coups de crocs , dequoy estant ledit Archer irrité , au secōd coup lascha son mousqueton , duquel ledit Rosty fut blessé , & est mort 3. heures apres dans l'enclos du Mont-valerien.

3. Circonstances qui prouuent la fausseté de ladite Requeste , en ce que ledit Rosty dit auoir veu François Bouffiat & Clement Ruffin & autres qu'il nomme , armez de fuzils & mousquetons : ce qui est impossible , luy estant dans la maison , & ledit Bouffiat & Ruffin estant dehors separé de trois murailles.

4. Et par vne derniere circonstance inuincible , en ce que par l'information faite par le Lieutenant de Nanterre l'on charge François Bouffiat d'auoir des armes à feu , & d'auoir tué Iacques Rosty , & sur ce faux fondement on decrette contre luy , l'on ordonne vne prouision de 300. liures , pour laquelle il est emprisonné , & n'a pû obtenir la liberté qu'en payant ladite prouision , quoy qu'il ait reclamé & soustenu qu'il n'auoit point entré dans l'enclos du Mont-valerien , & que dans la verité du fait , l'on ne luy puisse rien imputer sinon d'auoir , par l'ordre du sieur Lasnier , pris vne pince pour forcer la porte du Mont-valerien , dont ledit sieur Lasnier l'a justifié par son Procès verbal , par lequel il appert que ledit Bouffiat fut commandé de forcer la porte avec vne pince , & que ledit Rosty fut blessé d'un coup de mousqueton tiré de dessus la muraille dans le jardin des Hermites , par vn Archer nommé le Roy. Verité qui depuis a esté reconnue mesmes par la deposition de Nicolas Poulain témoin de l'addition d'information faite par le Lieutenant de Nanterre le 10. Nouembre dernier : mais qui ne peut estre reuoquée en doute apres la Requeste présentée à la Cour par Ieanne Remond veue dudit Rosty , le Fevrier dernier , contre le sieur Lasnier , pour l'obliger à représenter le nommé le Roy son Archer , & à faute de ce qu'il demeure responsable en son propre & priué nom des interets ciuils , à cause de l'assassinat commis en la personne dudit Rosty : qui est vne preuue de l'innocence dudit Bouffiat , de la fausseté de l'information du Lieutenant de Nanterre , & de la calomnie des tesmoins , qu'il a fait deposer , pour instruire vne pretendue justification auparauant que d'auoir purgé le decret de prise de corps , & suby l'inter-

rogatoire fuiuant les maximes ordinaires : dont l'on a dispensé ledit Lieutenant de Nanterre, pour ne point affoiblir son information, que l'on soustient seulement par la mort de Jacques Rosty, qui a tellement remply l'esprit des Juges d'indignation que sans vouloir entrer dans les circonstances du fait, connoistre par qui il auoit esté tué, & en quelle maniere, sans faire le discernement de l'innocent avec le coupable, l'on a ordonné que les Decrets & Sentence de prouision donnez par le Lieutenant de Nanterre seroient executez, & Bouffiat contraint au payement d'icelle, quoy que son innocence soit justifiée par l'addition d'information, & que la vefue poursuiue la reparation contre l'Archer ou contre son Officier, faute de le représenter à la Iustice.

Fausseté encore plus visible dans l'information faite par ledit Iuge de Nanterre sur la plainte supposée du sieur de la Fonds, & dans le Decret & Sentence de Prouision qui l'ont suiue : ce Decret est datté du 10. Nouembre, bien que le sieur de la Fonds n'y ait pensé qu'après le 7. Decembre, comme il est aisé de le justifier, 1. parce que ledit la Fonds fut iusqu'au 15. Nouembre entre les mains des R.R. Jacobins, pendant lequel temps il ne luy fut permis de parler à personne; car les trois tesmoings qu'il a fait entendre pardeuant Monsieur Menardeau ne s'estans point trouuez au Mont-valerien les 7. 8. & 9. Nouembre, n'ont pû déposer que du refus qui leur fut fait le 13. de luy parler, sans la permission par escrit du sieur Lieutenant Criminel, & ainsi il luy fut impossible de faire sa plainte audit Lieutenant de Nanterre le 9. ou 10. Nouembre; 2. s'il eust eu ce Decret, qu'il a depuis fait mettre à execution, si depuis ce temps-là il eust eu cette Sentence de Prouision, auroit-il attendu cinq semaines pour faire recommander en la Conciergerie Bouffiat & Rufin vn moment après leur élargissement : ces Informations n'auroient-elles pas esté apportées au Greffe de la Cour avec les autres en vertu de l'Arrest du 18. Nouëbre? La verité est que sans rapport de Chirurgiens ne pouuant paruenir à ses fins, & ne s'estant point auisé d'en demander vn au sieur le Cat Chirurgien de Suresne, qui le pensa depuis sa blessure, le conduisit à Paris, & qui demeura avec luy dans le College de Narbonne iusqu'au 18. Nouembre (parce que pour lors il ne pensoit qu'à la peine que meritoit sa rebellion) l'Arrest surpris le 7. Decembre luy ayant fait esperer de tirer auantage de son crime, aussi bien qu'à la veue Rosty du crime de

son mary, il enuoya Charles du Hamel son valet avec F. Jean Belnard Hermite à Suresne vers le 15. Decembre pour obtenir du sieur le Cat vn Rapport, luy fit offrir pour ce sujet vne somme extraordinaire, pour faciliter la chose & faire diligence, luy en fit porter vn tout dressé par vn Chirurgien de Paris, ce que ledit sieur le Cat ayant refusé de faire, non seulement parce que les choses n'estoient plus dans l'estat qu'il les auoit veues, mais aussi parce qu'il ne vouloit point antidater ledit Rapport, & se souuenoit bien des iustes apprehensions que ledit sieur de la Fonds auoit témoignées tant en sa presencé que de plusieurs autres, d'une punition exemplaire pour ses violences & sa rebellion: ledit F. Jean & ledit Charles du Hamel furent obligez de retourner à Paris pour auoir vn Rapport, qui n'ayant pû estre porté à Nanterre que vers le 20. Decembre (il y a acte de cecy pardeuant Notaire) la recommandation desdits Boussiard & Rufin ne pût estre faite qu'après leur sortie.

C'est pourtant en vertu de ce Dectet du Iuge de Nanterre que par vn attentat inouy, sans Pareatis ny de la Cour ny du Preuost de Paris, l'on a pris & arresté au bout du Pont-neuf en plein midy l'un des Superieurs des Religieux Iacobins, avec vn scandale d'autant plus grand, que les Archers qui l'arrestoient tirerent leurs espées sur luy, & dirent cent outrages contre l'honneur desdits Religieux.

Enfin la diffamation des tesmoings ouïs contre les Iacobins Reformez prouue bien mieux la calomnie dont l'on a affecté de les charger, que la violence dont l'on les veut noircir dans le public, pour les exposer à la haine ou au mépris. Car tous ces tesmoings entendus tant dans l'information faite par le Lieutenant de Nanterre que pardeuant M^r Menardeau, sont recusables, préuenus de crimes capitaux, condamnés au dernier supplice, complices des rebellions du sieur de la Fonds, en decret, ou proches parens des accusez, la plus-part gens de neant & sans conscience, instruits des faussetez qu'ils ont déposées dans l'Hostellerie de l'Image S. Michel de Suresne & dans le College de Narbonne, ce qui est si vray que quelques-vns de ceux que ledit la Fonds pensoit faire ouïr contre lesdits Iacobins, ayans déclaré qu'ils diroient les choses comme elles s'estoient passées, n'ont point esté assignés pour déposer. Et c'est particulièrement en cette rencontre que paroist la preoccupation, puisque

L'on a refusé à Monsieur le Procureur General d'informer d'office à sa Requête de ce qui s'estoit passé au Mont-Valerien les 7. 8. & 9. Novembre dernier, ce qui est inouï que l'on ait jamais refusé, lors qu'il y a conflict de preuve, & que la justification d'un fait dépend de la prudence & de la circonspection d'un Juge dans le discernement des témoins, dont la foy est suspecte, d'auec ceux qui n'ont point d'intereſt que celui de faire connoître la verité.

Les Religieux Jacobins Reformez esperent de la Justice de la Cour que ces raisons auront assez de poids dans les esprits pour ne pas tirer des prejuges contre leur innocence par deux Arrests donnez sans connoissance de cause, les 7. Decembre & 14. Fevrier dernier, & auant que prononcer sur les appellations respectivement interjetées par les parties, elle ordonnera qu'à la Requête de Monsieur le Procureur General il sera informé d'office, à charge & à décharge, de ce qui s'est passé au Mont-Valerien en la depossession & reſtaſſement deſdits Religieux les 7. 8. & 9. Novembre dernier.

